



EUROPE DIRECT
Bassin Minier
Hauts-de-France

Newsletter n°37 Janvier 2026

*Ne répondez pas à ce mail, toute réponse envoyée à ce mail ne sera pas reçue par la Maison de l'Europe de Douai.
Pour nous contacter, envoyez un nouveau mail à contact@europedouai.eu*

🤗 **EVENEMENTS : DATES À RETENIR** 🤗

- **"Cap sur l'Europe : un voyage citoyen" : les 14 et 15 janvier, nous proposons une FCC (formation civique et citoyenne) à destination des jeunes en service civique. Il reste encore des places !**
- **Galette des rois : le vendredi 16 janvier à 17h30, la Maison de l'Europe de Douai vous convie à sa traditionnelle galette des rois !**

L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE



La Bulgarie adopte l'euro

Après avoir reçu le feu vert de l'Union européenne en juillet dernier, la Bulgarie est officiellement devenue le 21e membre de la zone euro ce jeudi 1er janvier

Du changement dans le porte-monnaie des Bulgares. Ce jeudi 1er janvier, l'euro devient la monnaie officielle en Bulgarie. Trois ans après la Croatie, elle devient le 21e État membre de la zone euro.

Sofia avait reçu le feu vert des ministres européens chargés de l'Économie en juillet 2025.

Encore un mois pour utiliser ses levs

Le lev, qui était la monnaie officielle du pays depuis 1881, vit donc ses dernières heures. Les Bulgares peuvent encore les utiliser jusqu'au 1er février 2026, avant que l'euro ne devienne l'unique monnaie du pays. Les citoyens bulgares auront ensuite quelques mois supplémentaires pour échanger leurs devises dans les banques commerciales et les bureaux de poste. Le taux de conversion est fixé à 1 euro pour 1,96 lev.

Pour accompagner la transition, les autorités nationales ont également prévu de mettre en place un double affichage des prix (euros/levs) sur une longue période. Selon la Banque centrale européenne, cette mesure doit permettre "de protéger les Bulgares contre des augmentations de prix injustifiées". Comme à chaque changement de monnaie, la principale crainte est celle d'une inflation importante. Dans le cas de la France, en 2002, cette perception a été remise en cause par plusieurs études de la Banque de France ou encore de l'Insee.

Seul un Bulgare sur deux est favorable au passage à l'euro, selon les enquêtes d'opinion. Ce manque d'enthousiasme peut aussi en partie s'expliquer par le contexte politique dans

lequel est plongé le pays. D'importantes manifestations ont conduit à la démission du Premier ministre le 11 décembre dernier, symbole de la méfiance des habitants envers leurs institutions et leurs dirigeants.

A quoi ressemblent les pièces en euros en Bulgarie ?

Chaque pièce comporte deux faces. La face commune, comme son nom l'indique, est identique pour tous les pays membres de la [zone euro](#). Elle affiche la valeur de la pièce et représente soit l'Union européenne avant son élargissement le 1er mai 2004, soit une carte géographique de l'Europe au 1^{er} janvier 2007.

Contrairement à la face commune, la face nationale symbolise le pays d'émission. Chaque État membre est donc libre d'y faire figurer des personnalités ou des emblèmes nationaux.

La pièce de 2 euros représente un portrait de Saint-Paisij de Hilendar, figure-clé du renouveau national de la Bulgarie et auteur de "Istoriya Slavyanobolgarskaya" (Histoire slavo-bulgare).

La pièce de 1 euro représente Jean de Rila, saint patron de la Bulgarie et fondateur du monastère de Rila. Il tient une croix dans une main et un parchemin dans l'autre.

Les pièces de 50 centimes, 20 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes et 1 centime représentent le bas-relief du cavalier de Madara, sculpté sur un rocher au huitième siècle et inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. Le cavalier, apparaissant de face, transperce un lion de sa lance, puissant symbole du passé de la Bulgarie.

Source : Valentin Ledroit, Toute l'Europe

Crédit image : Banque centrale européenne



Le Royaume-Uni réintègrera Erasmus+ en 2027, après six ans d'absence

Alors qu'il avait quitté le programme Erasmus+ dans la foulée du Brexit en 2021, le Royaume-Uni réintègrera le programme européen d'échanges dès 2027. Un temps fort, symbole du réchauffement des relations des deux côtés de la Manche.

Une date importante. Le Royaume-Uni sera de retour dans le programme européen Erasmus+ en 2027, ont annoncé, ce mercredi 17 décembre, le gouvernement britannique et l'Union européenne. *"Aujourd'hui, nous franchissons de nouvelles étapes dans notre partenariat stratégique renouvelé entre l'UE et le Royaume-Uni. Nous avons conclu les négociations concernant l'association du Royaume-Uni à Erasmus+ en 2027", a*

La Commission enregistre une initiative citoyenne européenne portant sur l'éthique, la transparence et l'intégrité des partis politiques européens

La Commission européenne a enregistré aujourd'hui une initiative citoyenne européenne (ICE) intitulée « **Éthique, transparence et intégrité pour les partis politiques européens** ».

L'initiative invite la Commission à «élaborer un modèle européen de gouvernance éthique fondé sur la transparence, l'intégrité et la responsabilité partagée». À cette fin, les organisateurs demandent à la Commission de «proposer un acte législatif modifiant et renforçant »le règlement de l'UE «relatif aux

déclaré dans la matinée sur X la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

"L'adhésion à Erasmus est une victoire majeure pour nos jeunes, en levant les obstacles et en élargissant les horizons afin que chacun, quelle que soit son origine, ait la possibilité d'étudier et de se former à l'étranger", a confié pour sa part le ministre britannique des relations avec l'Union européenne, Nick Thomas-Symonds.

Six années d'attente

Le Royaume-Uni avait quitté le programme Erasmus (devenu Erasmus+ en 2014), auquel il participait depuis 1987, lorsqu'il est sorti de l'Union début 2021. Cette décision avait suscité la consternation chez les étudiants et les acteurs de l'enseignement supérieur.

Cette réadhésion constitue l'un des premiers résultats tangibles du "reset" européen lancé par le Premier ministre Keir Starmer, qui cherche à assouplir certains aspects du compromis sur le Brexit négocié par Boris Johnson, tout en maintenant le Royaume-Uni hors de l'UE.

Le gouvernement britannique assure avoir obtenu une **réduction de 30 %** de sa contribution financière au programme, estimant que cet accord *"trouve un juste équilibre entre notre contribution et les bénéfices qu'il offre"*. Selon Politico, le coût attendu de la réintégration du Royaume-Uni au programme Erasmus+ en 2027 s'élève à 570 millions de livres sterling (environ 650 millions d'euros). Pour Ian Sollom, porte-parole des libéraux-démocrates en charge de l'enseignement supérieur, cette réadhésion doit marquer *"une première étape"* vers un rapprochement plus étroit avec l'Union européenne.

Des relations qui se réchauffent

Le même jour, Londres et Bruxelles ont également annoncé l'ouverture de négociations sur la réintégration du Royaume-Uni au marché intérieur européen de l'électricité. Des deux côtés de la Manche, les acteurs industriels espèrent que cet accord contribuera à réduire les coûts de l'énergie et à accélérer les investissements dans les projets d'énergies renouvelables en mer du Nord, jusqu'ici freinés par les complications post-Brexit.

Les deux parties se sont aussi engagées à finaliser d'ici le prochain sommet UE-Royaume-Uni en 2026 les discussions en cours sur la mise en relation de leurs systèmes d'échange de quotas d'émission de carbone, ainsi qu'un nouvel accord sanitaire et phytosanitaire (SPS) sur les produits alimentaires et les boissons.

partis politiques européens et aux fondations politiques européennes et introduisant des exigences plus strictes» en matière de conflits d'intérêts, de transparence, de prise de décision, de conduite contraire à l'éthique et de financement.

Étant donné que cette initiative remplit les conditions formelles établies dans la législation applicable, la Commission la considère comme juridiquement admissible au titre du [règlement relatif à l'initiative citoyenne européenne](#). La Commission n'a pas analysé la substance des propositions à ce stade. L'enregistrement n'influe pas sur la décision finale de la Commission quant à son bien-fondé, ni sur toute mesure éventuelle qu'elle pourrait prendre. La Commission ne prendra une décision sur l'initiative que si elle recueille au moins un million de signatures de citoyens de l'UE.

Prochaines étapes

Après l'inscription d'aujourd'hui, les organisateurs disposent de six mois pour ouvrir la période de 12 mois de collecte des signatures. Si une ICE reçoit au moins un million de déclarations de soutien au cours de cette période, avec des seuils minimaux atteints dans au moins sept États membres, la Commission est tenue de réagir et de décider, le cas échéant, des mesures qu'elle prendra en réponse à l'initiative, en justifiant sa décision.

Contexte

L'ICE a été introduite avec le traité de Lisbonne en tant qu'outil de définition des priorités pour les citoyens. Il a été officiellement lancé en avril 2012. Une fois officiellement enregistrée, une initiative citoyenne européenne permet à un million de citoyens d'au moins sept États membres de l'UE d'inviter la Commission européenne à proposer des actes juridiques dans les domaines où elle a le pouvoir d'agir. Les conditions de recevabilité sont les suivantes: 1) l'action proposée n'est pas manifestement en dehors du cadre des pouvoirs de la Commission de présenter une proposition juridique, 2) elle n'est pas manifestement abusive, frivole ou vexatoire et 3) elle n'est pas manifestement contraire aux valeurs de l'Union.

Depuis l'introduction de l'initiative citoyenne européenne, la Commission a enregistré 125 initiatives.

Le contenu des initiatives n'exprime que le point de vue des organisateurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de la Commission.

Ces annonces redonnent du souffle au processus de rapprochement engagé par Londres avec l'UE, mis à mal début décembre après l'échec des négociations sur la participation britannique au programme européen de défense SAFE, bloquées sur la question du financement.

Source : Florian Chaaban, Toute l'Europe
Crédit image : vectorjuice sur Freepik

Source : Représentation en France de la Commission européenne
Crédit image : rawpixel.com sur Freepik



La Commission prend des mesures en faveur de logements plus abordables dans toute l'Europe

Avec le tout premier **plan européen pour le logement abordable** présenté le 16 décembre, la Commission répond à l'un des besoins les plus urgents des citoyens européens: l'accès à des logements abordables, durables et de bonne qualité.

Avec une augmentation moyenne des prix des logements de plus de 60% et des loyers de plus de 20% au cours des dix dernières années, des millions d'Européens ont du mal à trouver un logement qu'ils peuvent se permettre. En nuisant à la mobilité de la main-d'œuvre, à l'accès à l'éducation et à la formation de la famille, la crise du logement entrave à la fois la **compétitivité** de l'économie de l'UE et notre **cohésion sociale**. Pour faire face à cette crise, il faut un **véritable effort européen ancré dans les réalités locales**.

La Commission soutiendra donc les États membres, les régions et les villes en prenant des mesures là où elles peuvent apporter une valeur ajoutée européenne. Ce plan met l'accent sur l'augmentation **de l'offre de logements, le déclenchement d'investissements et de réformes, la lutte contre les locations de courte durée** dans les zones soumises à des contraintes en matière **de logement et le soutien aux personnes les plus touchées**.

Le plan propose des mesures en faveur d'un secteur de la construction et de la rénovation plus productif et innovant qui remédiera à l'inadéquation entre l'offre **et la demande de logements** au moyen de la **stratégie européenne pour la construction de logements**. Le train de mesures comprend également une communication et une recommandation du Conseil sur **le nouveau Bauhaus européen**. En tant que catalyseur de la transition propre, de l'innovation et de la bioéconomie, le nouveau Bauhaus européen soutient des projets durables, abordables et de haute qualité, principalement dans l'environnement bâti. L'Académie du nouveau Bauhaus européen réhabilite et perfectionne l'écosystème de la construction pour une construction durable et circulaire et soutient l'innovation et la recherche dans le secteur.

La révision des règles de l'UE en matière d'aides d'État permettra aux États membres de soutenir plus facilement financièrement des logements abordables et sociaux. La Commission collaborera avec les autorités nationales, régionales et locales pour **simplifier les règles et procédures qui restreignent l'offre de logements**, en mettant particulièrement l'accent sur la planification et l'octroi de permis. Une nouvelle **initiative législative sur les locations de courte durée soutiendra les zones soumises à un stress lié au logement**.

La Commission a jusqu'à présent **mobilisé d'importants investissements - 43 milliards d'euros** - dans le logement et continuera de le faire dans le cadre du prochain budget à long terme de l'UE. Elle met également au point une nouvelle **plateforme paneuropéenne d'investissement** en coopération avec la Banque européenne d'investissement, les banques nationales et régionales de développement et d'autres institutions financières internationales.

En s'attaquant de manière globale aux causes sous-jacentes de la crise, ce plan sera particulièrement bénéfique pour **les personnes les plus touchées**: les jeunes, les étudiants, les travailleurs essentiels, les personnes à faible revenu et les autres groupes défavorisés. La Commission mobilisera de nouveaux investissements dans le logement étudiant et social et aidera les États membres à mettre en place de meilleures solutions pour les sans-abri fondées sur les principes du logement d'abord.

Prochaines étapes

Le plan européen pour un logement abordable est la première étape pour aider les États membres à fournir des logements plus abordables, durables et de qualité dans toute l'Europe. La Commission va maintenant se concentrer sur la mise en œuvre. Une nouvelle **alliance européenne pour le logement** entre les États membres, les villes, les régions, les institutions de l'UE, les fournisseurs et associations de logements, les partenaires sociaux, l'industrie et la société civile stimulera la mise en œuvre du plan. La Commission présentera un **rapport sur l'état d'avancement des travaux** avant la fin de ce mandat. Il est également essentiel de maintenir l'élan politique pour résoudre cette crise, et la Commission a annoncé le tout premier **sommet de l'UE sur le logement** en 2026.

Contexte

La résolution de la crise européenne du logement est une priorité des [orientations politiques de la présidente von der Leyen](#). Avec la nomination du **tout premier commissaire au logement** en décembre 2024, l'UE a pris davantage de responsabilités pour aider les États membres et les autorités régionales et locales à trouver des solutions concrètes. L'engagement de rendre le logement plus abordable et plus durable a été réitéré lors du [discours sur l'état de l'Union](#) de 2025.

En octobre 2025, le Conseil européen [a invité la Commission à présenter un plan ambitieux en matière de logement abordable](#) qui respecte la subsidiarité et les compétences nationales, puis des [conclusions de la présidence](#) en décembre 2024. La Commission a également travaillé en étroite collaboration avec la commission HOUS du Parlement européen.

Source : Représentation en France de la Commission européenne

Crédit image : AS Photography

L'actualité de la Maison de l'Europe de Douai

Un mois de décembre chaleureux 🌟



Bonne année 2026 !

Toute l'équipe de la Maison de l'Europe de Douai vous adresse ses meilleurs vœux pour la nouvelle année ! Que l'année 2026 soit pleine de bonheur et de réussite pour vous et vos proches. Nous vous remercions chaleureusement d'avoir été à nos côtés en 2025 et nous nous réjouissons déjà de vous revoir pour nos futurs projets et événements de 2026 !



Situations de handicap : des actions concrètes dans une UE qui protège

A l'occasion de la journée internationale des personnes en situation de handicap, la Maison de l'Europe a organisé le 3 décembre un après-midi d'échanges avec de nombreux intervenants (APF France Handicap, la MPDH etc.) et des témoignages. Les tables rondes ont permis de mettre en lumière les initiatives locales et européennes en matière d'inclusion.



Intervention commune avec nos collègues du Hainaut

Mercredi 10 décembre, les centres Europe Direct Bassin minier (Maison de l'Europe de Douai) et Hainaut (Europe en Hainaut) ont organisé une journée d'animation en commun avec des jeunes de la mission locale de Douai et de la mission locale de Valenciennes. Les jeunes ont participé à différents jeux, comme le jeu des valeurs, le quiz européen et le Lobby-garou.



Animation avec des jeunes de mission locale

Mercredi 17 décembre, une dizaine de jeunes en CEJ (contrat engagement jeune) à la Mission locale de Douai ont participé au Jeu des valeurs. Cette animation permet d'en apprendre plus sur l'Union européenne et de discuter des valeurs défendues en Europe telles que l'abolition de la peine de mort, la justice équitable etc.

LES DATES À RETENIR  :



- **Mercredi 14 et jeudi 15 janvier :**

Formation civique et citoyenne (FCC) à la Maison de l'Europe de Douai pour les jeunes en service civique.

- **Vendredi 16 janvier à 17h30 :**

La Maison de l'Europe convie chaleureusement les professeurs de langue et les élèves ainsi que nos adhérents et nos partenaires à fêter la nouvelle année autour d'une **galette des rois** !

Pour vous inscrire à nos cours / événements, contactez-nous par mail : contact@europedouai.eu ou par téléphone au 03 27 88 82 13 ou venez nous rendre visite dans nos locaux à nos horaires d'ouverture.





Martine DELPORTE, Présidente de la Maison de l'Europe de Douai, **et le conseil d'administration**
Karine EVANNO, Directrice de la Maison de l'Europe de Douai, **et les salariés**

ont le plaisir de vous inviter à

La galette des rois de la Maison de l'Europe

Les professeurs de langue et les élèves ainsi que nos adhérents et nos partenaires sont chaleureusement conviés à venir fêter la nouvelle année autour d'une galette des rois

Le vendredi 16 janvier à 17h30

Maison de l'Europe - 175 Quai du Maréchal Foch, 59500 Douai

contact@europedouai.eu ou 03 27 88 82 13

Nos réseaux sociaux :

Instagram / Facebook / Twitter / Tiktok / LinkedIn / Youtube : @europedouai









Pour rester en contact avec l'actualité européenne et comprendre l'union européenne suivez nos différents réseaux sociaux : **@europedouai**

Nous sommes présents sur Facebook, Twitter, LinkedIn, TikTok et Instagram.



La Maison douaisienne de l'Europe

175, Quai Foch, 59500, DOUAI

contact@europedouai.eu

+33 03 27 88 82 13

site internet : maisoneuropedouai.eu



Vous ne voulez plus recevoir ces e-mails?
[Désinscrivez-vous ici.](#)